



## **Le paradoxe de l'espace public dans la ville algérienne**

Djounid Hadjidj\*

### **Résumé**

A travers la multiplicité de ses fonctions, la ville crée en fait ses propres normes d'existence qui se définissent dans la spécificité du milieu urbain, par rapport au milieu rural, c'est-à-dire la création d'un nouveau type de relations, d'une autre structure familiale, ainsi qu'un nouveau mode de vie, de travail, de consommation et d'habitat. Par les particularités socioculturelles, économiques et politiques multiples qu'elle engendre, la ville provoque une transformation des rapports traditionnellement prescrits entraînant un relâchement des contraintes sociales et imposant par là même la coexistence d'éléments hétérogènes : situation qui conduit inmanquablement à des conflits entre les individus, entre cultures et groupes différents.

La ville a subi pendant de très nombreuses années « l'afflux » ininterrompu d'une population essentiellement rurale, guère préparée, il est vrai, à un mode de vie urbain nouveau. Cette masse campagnarde gardienne de la nostalgie de l'illusion, et parvenant difficilement à accepter l'indifférence et le détachement, a finalement généré un type nouveau de « citadin », à mi-chemin entre une ruralité qui colle toujours à la peau et, certes, de moins en moins assumée par les nouvelles générations, et une urbanité à laquelle tout le monde aspire ardemment. De cette dualité culturelle est né le concept hybride de « rurbain ».

À cet égard, il y a lieu de signaler que par une concentration rapide et massive d'une population d'origine campagnarde paupérisée et fragilisée en ville, on allait inmanquablement assister à l'apparition du phénomène de la ruralisation de la société qui a très vite pris de l'ampleur. Cette ruralisation de la ville confère ainsi à l'espace urbain un visage nouveau mêlant à la fois modernité et tradition. L'espace public reste marqué par cette dualité des populations qui tentent de gagner leur place dans la cité en occupant pour ce faire le terrain social et économique. L'espace

---

\* Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université d'Oran, Algérie. Email: djhadjidj@yahoo.fr

public est appréhendé ici comme le lieu privilégié de mise en scène des jeux et des enjeux qui se font et se défont continuellement et dont sont victimes les marginalisés et les exclus.

La ville garde tout de même cette spécificité du fait qu'elle reste un creuset de créativité où tradition et modernité se fondent. La ville se distingue particulièrement par la construction originale de la « Houma » (quartier) espace public par excellence où se perpétue la vie traditionnelle reposant sur la morale : respect du voisin, pudeur, probité, ... Espace où se redéfinissent les liens sociaux et communautaires.

### Abstract

Through its multiple functions, the city creates its own standards of living that are defined in the specificity of the urban milieu, in contrast to the rural milieu, i.e. the creation of a new type of relationship, a different family structure, and new ways of living, working, consuming and dwelling. Through the multiple sociocultural, economic and political particularities it engenders, the city creates a change in traditionally prescribed relationships leading to the relaxing of social constraints, thereby imposing the coexistence of heterogeneous elements: a situation that unfailingly leads to conflicts between different individuals, cultures and groups.

For many years, the city has been subjected to very numerous 'in-flows' of essentially rural population, little prepared, it is true, for a new urban lifestyle. This mass of country people that nurtured nostalgia for an illusion and had difficulty accepting indifference and detachment, ended up generating a new type of 'city-dweller', half-way between its rural roots that it has not shed, although they are increasingly denied by the new generations, and an urbanity to which everyone ardently aspires. From this cultural duality arose the hybrid concept of the 'rurban'. In this regard, it should be pointed out that, through a rapid and massive concentration of population with country roots, pauperized and weakened in the city, an inescapable and fast-growing phenomenon of ruralization of society has appeared. The ruralization of the city has changed the face of the urban space with a combination of modernity and tradition. Public space continues to be marked by the duality of the population, which attempts to make a place for itself in the city by occupying the social and economic terrain. Public space is taken here as a privileged space for the development of games and stakes that are continuously done and undone at the expense of the marginalized and destitute.

The city retains this specificity due to the fact that it remains a melting-pot for creativity, where tradition and modernity are formed. The city is particularly distinguished by the original construction of the 'Houma' (neighbourhood) which is the public space *par excellence* where traditional life, based on morals, is perpetuated: respect for neighbours, decency, probity, ... a space where social and community ties are redefined.

## Introduction

La ville lieu de frustrations et de désirs interdits est finalement aujourd'hui synonyme de mal vie, de marginalisation, d'exclusion, de contestations et de revendications, autant de stéréotypes dépréciatifs pour indiquer un espace public en pleine crise susceptible d'une explosion incontrôlée. La ville ou du moins ce qu'il en reste présage un devenir de plus en plus difficile, et son avenir est sérieusement compromis.

L'objet de cette communication s'articulera principalement autour de la question lancinante de la jeunesse,<sup>2</sup> en plein désarroi, qui ne cesse de revendiquer son statut en investissant quand il le faut la rue pour dénoncer, temporairement, la domination des espaces publics par l'État, et dont la gestion est soumise à bien des incertitudes.

Nous avons affaire à des jeunes dépossédés du droit de vivre pleinement et sereinement leur jeunesse, qui veulent du travail et ils en sont privés, l'accès à l'emploi est bien rare et l'accès à des formes culturelles diverses sont inexistantes. Subissant le chômage et la précarité, c'est une jeunesse désœuvrée, oisive, abandonnée à elle-même et de plus ignorée des politiques publiques.

## L'espace public lieu d'une jeunesse déclassée

Force est de souligner que si dans un passé pas trop lointain les termes de jeunes et de jeunesse paraissent recouvrir toutes les vertus symboliques à la fois de culte, de mythe et d'avant-gardisme, il est, notons le, difficile de nos jours d'être jeune en Algérie. La jeunesse n'est qu'un mot dit P. Bourdieu. Parler, en effet, de jeunes comme catégorie sociale pose problème. Car comme le fait remarquer avec pertinence L. Mucchielli lorsqu'il écrit : « Aujourd'hui... la jeunesse comporte une dimension rebelle, contestataire, insoumise » (Mucchielli 2004:210).

Le concept de jeunesse recouvrant des univers sociaux différents est difficile à cerner puisque nous n'avons pas encore des repères méthodologiques clairs et définitifs pour constituer le champ de la sociologie de la jeunesse, qui n'est donc plus appréhendée comme une transition entre l'enfance et l'âge adulte, mais un nouvel âge de la vie. La jeunesse recouvre, en ce sens, une diversité de situations sociales et de trajectoires de la vie. Par conséquent, les jeunes dans l'espace public<sup>3</sup> restent un objet de recherche (en Algérie) pour le moins controversé.

À tel point que nombreux sont les débats publics, très largement relayés par les médias, qui développent un discours pour le moins « panique » qui s'accorde avec le catastrophisme et le sensationnalisme selon lequel la jeunesse citadine est l'objet de désignations différenciantes voire stigmatisantes. Cette frange de la population déjà dévalorisée, désignée comme à la marge, de plus

en plus nombreuse inemployée, sans perspective réelle professionnelle leur facilitant l'accès à une vie d'adulte, lutte selon les moyens dont elle dispose pour défendre son identité et arriver par là même à se construire une certaine « légitimité ».

Cependant les dures conditions sociales dans lesquelles vivent, aujourd'hui, les jeunes allaient accentuer les probabilités de basculer un jour dans les pratiques déviantes même excessives. Cette jeunesse prête à rebondir sur une parole pourrait à tout moment exprimer haut et fort la radicalité de sa frustration et ce, dans des moments de contestations éphémères pouvant menacer la cohésion sociale. « Mais si la jeunesse peut être dangereuse, souligne à juste titre, O. Galland, par ses excès, ses révoltes, son indiscipline, c'est qu'elle est, individuellement, en période de crise » (Galland 1993:249).

Derrière ces appréhensions se dessinent clairement des stratégies sociales bien distinctes où « la simple vie de ces jeunes est déjà lutte » (Delarue 1991:26), une lutte cruciale qui a toute son importance dans les différentes manières parfois imprévisibles de se comporter dans l'espace public. Il y a lieu de remarquer que cette jeunesse devenue trop nombreuse, encombrante, écartée, confinée dans des territoires culpabilisants de la marginalité, constitue désormais un milieu social menaçant.

Cette jeunesse fragilisée, incertaine, vivant une indétermination sociale, souffre manifestement d'un manque patent de compréhension, de communication et de la perte de perspective d'avenir d'entrée dans la vie active.<sup>4</sup> Elle ne peut se replier que sur elle-même, voire le plus souvent sur la cellule familiale qui offre toujours un cadre sécurisant et un espace privé protecteur.

Une jeunesse qui subit les effets contraignants de la précarité et de la prolongation à l'infini de la mise à l'écart du monde du travail n'est pas en mesure, dans ces conditions, d'assumer pleinement les engagements familiaux tels que l'accès à la vie matrimoniale et fonder une famille, ou encore prendre en charge en partie les besoins de la famille qui deviennent de nos jours de plus en plus pesants. Ce sont là des critères objectifs de l'entrée à l'âge adulte, qui ne sont pas encore réalisables, faisant subir ainsi la honte de la dépendance économique prolongée de la famille.

Il est utile de rappeler qu'en l'espace de quelques années les effets de la mondialisation et sous la pression des institutions monétaires internationales qui s'imposaient de plus en plus dans les affaires de l'État en lui imposant le rééchelonnement de la dette, qui s'est traduit par la remise en cause des acquis sociaux (l'emploi n'est plus protégé comme au temps du socialisme), les entreprises publiques pourvoyeuses d'emploi en faillite ont jeté plus d'un demi million de travailleurs à la rue. Avec cette crise qui s'annonçait, les indices de l'opulence de nouveaux riches sont apparus de manière choquante voire insolente, et la misère effroyable du plus grand nombre devenue quant

à elle insupportable. Une explosion sociale se profilait alors à l'horizon sous l'effet désagrégateur du chômage endémique d'une jeunesse qui fournit continuellement les contingents de « Harraga » (boat people) candidats à la mort.

Nous avons relevé chez les jeunes victimes d'un processus de distanciation sociale, une incroyable capacité d'imagination et une volonté d'adaptation à des situations pour le moins désespérées pour tenter de se débarrasser des effets de la stigmatisation et d'une image qui leur colle à la peau d'éternels assistés et ce, dans une société devenue de plus en plus culpabilisante.

Il s'agit là d'une jeunesse certes déclassée, par manque d'instruction, de travail et d'argent, qui refuse d'être rejetée et en plus culpabilisée de ce rejet par un système social qui ne leur a pas donné les possibilités de leur intégration. Les jeunes aux prises avec l'incertitude dans des trajectoires chaotiques se sentent parfois « étrangers » dans un environnement social qui leur paraît quelque peu éloigné de leurs idées ou de leurs idéaux.

Cette jeunesse frustrée, cherche inmanquablement par le biais d'arrangements et de différentes stratégies à dépasser l'identité temporaire de l'exclu et à reconquérir coûte que coûte une certaine estime au sein de l'opinion publique, pour ne plus attirer le regard désapprobateur des adultes. Chaque jeune a un parcours de la vie dans la société contemporaine, une trajectoire de plus en plus différenciée, un itinéraire diversifié souvent traversé par un contexte conflictuel.

Ces jeunes en « galère » montrés du doigt parfois acculés, pris en étau dans un système économique et social restreint réussissent avec le temps qui passe à établir des réseaux. Créant ainsi une économie minimale souterraine par la pratique du « système D » et les divers modes de la débrouillardise, recours fréquent pour disposer de quelques revenus, faits de petits boulots de circonstances leur permettant d'accéder, un tant soit peu, aux biens valorisés et valorisants de la société de consommation. Le secteur informel en pleine expansion dans la cité est un véritable kaléidoscope composé d'un conglomérat d'activités diverses offrant aux jeunes un débouché temporaire pour s'y employer. Le travail représente, de ce fait, à leurs yeux un élément important de structuration identitaire.

### **L'espace public une arène de confrontation d'une jeunesse devenue « guerrière »<sup>5</sup>**

Depuis deux décennies la sphère publique, comme lieu de négociation de la citoyenneté, est appréhendée comme un système de représentations de conflits, de tensions et de contestations multiformes dans la société urbaine algérienne.

Dans les rues, dans les transports en commun, dans les cafés cette omniprésence des jeunes est trop visible. Nous avons affaire à une jeunesse sacrifiée par le terrorisme et les différents pouvoirs politiques qui se sont

succédé à la tête de l'État, peu enclin à prêter une oreille attentive aux multiples doléances des jeunes présentés comme figure du « désordre ».

Néanmoins les foyers de mécontentement populaire prenaient de plus en plus de l'ampleur à la faveur de nombreuses frustrations et de marginalisation croissante de certaines couches de la population notamment les jeunes qui ont décidé d'exprimer leur insatisfaction, leur colère. Les premiers indices de ce malaise social avaient commencé depuis longtemps déjà à se manifester. Les grandes villes algériennes ont été par le passé le théâtre durant plusieurs jours de violents et tragiques affrontements.<sup>6</sup> Les événements d'octobre, cette tache noire dans l'histoire du pays laissait entrevoir un formidable espoir de libération de la société, en donnant l'impression d'accélérer la mort d'un système politique qui arrivait au terme de son existence. Deux décennies après, octobre aura été finalement une grande illusion, les espoirs qu'il a nourris n'ont pas débouché. Car la demande de réformes politiques n'a pas été le leitmotiv des jeunes manifestants qui ont investi la rue pour réclamer des conditions de vie meilleures.

Aujourd'hui l'exclusion, notion omniprésente dans le débat public, le chômage, la vie chère, les inégalités, le népotisme, l'absence d'avenir, les jeunes en galère expriment farouchement dans la rue leur mal être et leur désarroi d'être des éternels laissés pour compte.

Cette tension sociale allait inévitablement éclater au grand jour de manière imprévue, au risque pour les pouvoirs publics de ne pouvoir canaliser une révolte sociale dont il est somme toute fort difficile d'appréhender toute l'ampleur. Au point où l'émeute est devenue, de nos jours, l'unique forme de contestation sociale face à un système de gouvernance autoritaire habituellement enfermé et frappé d'un autisme suicidaire, n'écoulant guère les préoccupations et les revendications d'une jeunesse désœuvrée abandonnée à elle-même. Refusant obstinément depuis des décennies de voir avec lucidité le monde de jeunes qui les entoure. C'est une forme de rébellion contre cet environnement impitoyable, injuste et interchangeable autrement que par le sacrifice.

Si la contestation était circonscrite dans quelques espaces urbains et suburbains qui vivaient des problèmes sociaux plus importants, aujourd'hui cette forme expressive de plus en plus violente se propage à travers tout le pays, touchant les villes d'est en ouest et du nord au sud. Elle est devenue un « syndrome chronique » du quotidien algérien et ce, depuis les années deux mille (2000).<sup>7</sup>

Chez les jeunes le détonateur est parfois anodin : attribution inéquitable de logements sociaux, manque d'eau, rixes avec les forces de l'ordre, déni de justice, défaite d'une équipe de foot... tout est à prétexte pour déclencher de manière imprévisible et spontanée des coups de colère, et enclencher une dynamique émeutière.

Les jeunes investissent ainsi la rue pour éructer leur mal vie, leur dégoût, en s'attaquant et en s'en prenant à toutes les expressions matérielles et symboliques de l'État. Et durant l'émeute qui dure quelques heures et parfois quelques jours, les édifices publics et même privés sont pris d'assaut et saccagés, les infrastructures publiques sont dégradées, affrontements avec les forces de l'ordre...

La rébellion avec son lot d'acte de vandalisme exprime, publiquement, de manière claire des revendications collectives, elle est accompagnée de slogans contre le pouvoir central et ses fidèles alliés, contre l'exclusion, le mépris. Le rejet du pouvoir en place est impressionnant par les jeunes qui « sont déjà gagnés par un processus de répudiation de l'autorité publique » (Toualbi-Thaalibi 2008).

Chaque émeute affirme ainsi la volonté de changement radical dans un pays où règne une atmosphère où se mêlent colère, doutes, impatience, fatalisme et révolte. Et face à l'anomie qui envahit le champ social, les jeunes émeutiers qui croient encore au changement étalent sur l'espace public leur mécontentement nourri de préoccupations à la fois d'ordre social, économique et culturel. Il y a lieu de signaler l'incroyable développement des nouvelles technologies d'information et de communication qui leur a fourni les rêves, la motivation et surtout l'espoir entretenu qu'une vie autre que celle vécue jusque là est possible.

Les émeutes dans différentes régions du pays sont en général spontanées, des réactions presque machinales à un cumul de frustrations et ce, lorsque tous les canaux conventionnels de dialogue et de concertation sont en panne.

L'émeute est devenue la forme de revendication la plus récurrente de stigmatisation de l'ordre établi, en signe de faillite des rapports de confiance entre administrateurs et administrés. L'État ne tenant pas ses promesses faites dans la hâte, il aura été une grosse machine à gaspiller les ressources, les deniers publics et un grand démobilisateur des énergies.

Il convient de souligner à ce niveau que la haine et la hargne d'une jeunesse débordante de colère n'est pas un problème politique, car l'ensemble de ces mouvements de contestation n'obéit, il est vrai, à aucune logique politique voire partisane et ne participe que très rarement à « l'éthique de la conviction » et « l'éthique de la responsabilité » pour reprendre la célèbre maxime de M. Weber (2002). Ce qui explique que la protestation n'arrivant pas à s'organiser, elle s'est immédiatement répercutée dans le processus de formation de la lutte et de sa radicalisation, et du coup elle n'a pas réussi à transformer une lutte revendicative en une lutte politique qui s'exprime pacifiquement dans des cadres légaux.

Les images saillantes sont ici celles d'une jeunesse déclassée, individualiste, caractérisée par le refus de l'engagement et le retrait politique. Si la jeunesse

est marginalisée socialement et économiquement il n'en demeure pas moins vrai qu'elle soit en état de déshérence politique.

Rarement ce genre de contestations, ces pratiques violentes de dénonciation n'ont « débouché sur des formes directement politiques, et le niveau local n'est pas devenu l'assise d'une vie associative comparable à celle née dans d'autres régions » (Liauzu 1989:27) du monde notamment en Europe et en Amérique Latine. Elles n'y ont pas la même envergure et dimension politique.

Face à l'émeute, cette « manifestation clinique » d'un mal qui ronge profondément la société, les réactions des partis politiques, des syndicats, du mouvement associatif ainsi que la classe des intellectuels<sup>8</sup> : c'est le silence gêné, embarrassé.

À chaque jour que Dieu fait, les émeutes isolent de plus en plus la classe politique et le pouvoir qui tente, conjoncturellement, d'instrumentaliser pour des considérations idéologiques, partisans ou électoralistes, les jeunes appréhendés toujours comme facteur « paradoxal d'immobilisme et de dérèglement social ». Arrêtons de les considérer comme un fléau physique dangereux sans âme et cessons de les traiter comme une menace constante à notre bien être.

Et en réponse à ses émeutes, la réaction des pouvoirs publics, relevant de l'absurdité et de l'insensibilité, continue d'être sécuritaire pour gérer un espace public en ébullition : brutalités, exactions, arrestations sommaires, la répression s'installe et devient pour la circonstance l'unique moyen de gestion de la crise. Pourtant, la répression ne réglera assurément pas les problèmes multiples dans lesquels se débat une jeunesse, cette impressionnante bombe à retardement, qui a montré qu'elle est capable de tous les excès face à l'indifférence et le rejet. Cependant, les autorités demeurent conscientes des risques politiques majeurs face à ce malaise social très profond, touchant les besoins essentiels et prioritaires de l'individu.

Le rétablissement de la confiance entre le citoyen et l'État passe indubitablement par la condamnation du mode de gestion actuel en faillite et d'éliminer les conditions difficiles, épuisantes et stressantes qui continuent de fabriquer l'émeute et l'émeutier dans un climat de la non gouvernance des affaires publiques.

Rien de fait n'est mis en œuvre sur le terrain pour instaurer une quelconque instance de médiation, alors par ailleurs il n'existe aucune pratique instituée. En outre la loi du silence est à cet égard fort éloquente en de pareilles circonstances.

L'État par le biais des administrations locales rencontre de plus en plus de difficultés dans ses efforts d'apaisement. La démagogie « socialisante » ne



fait plus son effet comme par le passé. Le citoyen demeurera dans ces conditions imperméable aux discours aussi généreux soient-ils, et ne répondra plus aux sirènes du populisme « fossilisé ». Lassés de multiples promesses à chaque fois non tenues, les jeunes veulent désormais du concret.

En attendant, sur fond d'aggravation économique (malgré la rente pétrolière) la contestation s'accroît, et c'est dans « la rage et la colère que cette Algérie pauvre majoritairement, celle des milliers d'exclus, réclame à coups de cailloux un nouveau contrat social » (Mouffok 2001). Le drame de l'Algérie n'est pas seulement dans la complexité et la gravité des problèmes à résoudre, il est, notons le, dans notre incapacité à les penser de façon pertinente pour arriver à mieux administrer l'espace public.

### **Pour l'émergence d'une culture citoyenne**

La question qui nous interpelle aujourd'hui est de savoir s'il faut continuer à considérer le citoyen comme un acteur passif, marginal et ce, dans une société en pleine effervescence. Il convient dans cette perspective de redéfinir le cadre actuel de la gestion des espaces publics, en clarifiant pour ce faire les logiques des différents acteurs ; et par conséquent de promouvoir la culture citoyenne tributaire, il est vrai, de nouveaux mécanismes de concertation, de communication et d'écoute. Et faire naître ainsi le « bon citoyen concerné par la chose publique » tel que défini par P. Birnbaum (1995).

Partant de là le travail de proximité associerait les jeunes dans les actions initiées par les pouvoirs publics dans le cadre d'une nouvelle approche participative favorable à leur implication pleine et entière dans les choix déterminants à la construction de la société locale, en un mot à la promotion du développement durable.

Une politique soutenue et cohérente dans la gestion et l'organisation de l'espace public où se produit et se reproduit l'interaction sociale, passe inévitablement par la recherche d'une meilleure cohésion sociale s'articulant autour d'une part de la mobilisation et de la concertation avec le mouvement associatif, jusque là exclu, et d'autre part la communication permanente avec les différents représentants, ignorés, des comités des quartiers.

Si l'État demeure le garant de la cohérence du développement des territoires, sa gestion efficiente des espaces publics reste cependant tributaire de la mobilisation de tous les acteurs sociaux, foncièrement les jeunes et ce, dans un cadre fait d'échange, de communication, d'écoute et d'implication de ces jeunes qui peuvent devenir par leurs aptitudes, leurs actions des intermédiaires voire même des partenaires indispensables dans les nouvelles régulations sociales. Il s'agit de développer pour ce faire une approche qui privilégie une

« stratégie de pénétration sociale » qui mettra, sans aucun doute, en adéquation démarche politique et demande sociale le plus souvent mal exprimée.

Dans ce contexte, l'administration par le biais des collectivités locales serait amenée à s'ouvrir d'avantage au mouvement associatif, en dépit de sa faiblesse,<sup>9</sup> afin d'essayer de reconquérir les territoires d'exclusion qui ne cessent de prendre de l'ampleur. En effet, les foyers de mécontentement populaire deviennent de plus en plus importants à la faveur de nombreuses frustrations et de marginalisation surtout des jeunes. Rien de fait n'est mis pour l'heure en œuvre pour instaurer une quelconque instance de médiation.

Certes, l'implication citoyenne passe nécessairement par la concertation et la communication permanente avec les jeunes qui sont à même d'identifier et de définir la demande sociale. En outre pour mieux apprécier l'ampleur du phénomène, la connaissance de l'opinion publique, qui est changeante, sous tous ses aspects et à tous les niveaux est une chose absolument fondamentale. L'État a besoin pour ce faire de déterminer et d'évaluer la position des différentes opinions sur divers types de problèmes et de suivre par conséquent l'évolution des comportements qui se manifestent dans la vie des groupes sociaux, particulièrement les jeunes, directement et facilement observables grâce à l'apport indispensable des mass media.

Cette nouvelle vision qualitative de la gestion de l'espace public mettrait un terme au volontarisme étatique pourvoyeur exclusif, de programmes et d'actions souvent en inadéquation voire en décalage avec la réalité vécue concrètement sur le terrain. Une triste réalité faite d'exclusion, de marginalisation accentuée, de pauvreté endémique, de montée de l'insécurité et de la recrudescence de la violence urbaine. Ce sont ces conditions sociales difficiles qui mènent à coup sûr les jeunes à livrer combat pour défendre leurs intérêts ou les faire aboutir.

Si le contrôle du comportement en société de ce groupe social s'opère jusque là par l'usage de la force et de la répression, il est souhaitable qu'il se fasse par l'institution des valeurs et de normes qui seraient acceptées plus ou moins comme des « règles de conduite » et susciter par la même de nouvelles sympathies. C'est une forme de régulation sociale grâce à laquelle seraient résolus sinon affaiblis les tensions ou les différents conflits en vue de sauvegarder la cohésion de la société dans son ensemble et à maintenir, si faire se peut, l'ordre social « naturel » et les solidarités qu'il suppose.

Inutile d'insister outre mesure sur la nécessité impérieuse de l'élaboration d'une stratégie d'émergence de la citoyenneté pleine et entière, qui mobiliserait l'acteur dans le choix des actions susceptibles d'améliorer, un tant soit peu, son cadre de vie et d'inscrire par là même tout projet dans une démarche globale de développement durable.

Il va sans dire que la participation effective des jeunes, pouvant exprimer leurs avis et leurs critiques ainsi que leurs connaissances de l'espace public, apparaît de nos jours comme l'un des principes majeurs de la politique de la ville. Des acteurs qui interviendraient directement dans les processus de construction, de reconfiguration et de recomposition des espaces publics.

Qu'on ne s'y trompe pas, la politique de gestion unilatérale de l'espace public est loin pour le moment de prendre en charge la thématique de la citoyenneté pourtant condition *sine qua none* de la construction de la société locale.

La construction de la citoyenneté qui représente la « révolution de l'égalité » selon R. Rosanvallon (1992), elle apparaît dans les sociétés modernes occidentales d'aujourd'hui comme une forme de solidarité indépassable pour réguler les différents conflits.

En revanche, dans les villes algériennes la misère rampante et l'exclusion qui en découle montre, on ne peut plus clairement, les limites de l'extension de la citoyenneté et provoque inéluctablement la rupture dans l'identification citoyenne et les « attributs statutaires » de la citoyenneté. Finalement ceux qui se trouvent rejetés malgré eux de l'édifice de la citoyenneté, alimenteraient la crise de l'espace public urbain qui pose la question lancinante de la « civilité ».

Au terme de cette communication, il ne nous reste qu'à redire que la citoyenneté n'interpelle pas les jeunes dans leur statut social en tant que sujet politique dans une république. Ils ont leur propre vision et interprétation de la citoyenneté qui se réaliserait à leurs yeux tout simplement par le statut économique : avoir un emploi stable et bien rémunéré.

## Notes

1. Les jeunes de moins de trente ans représentent près de 70 pour cent de la population totale algérienne en 2008, selon les estimations de l'Office national des statistiques.
2. Terme protéiforme à la fois « Miroir des comportements », « Manière de vivre ensemble » éléments du «tissu construit» (Cf Zepf 2004).
3. En dépit de l'absence d'outil statistique en mesure de nous donner des données fiables sur le phénomène, nous pouvons citer à titre indicatif que le chômage touche environ 72 pour cent des moins de 30 ans, 85,6 pour cent des moins de 35 ans et 13,8 pour cent de la population active, selon l'Office national des statistiques, pour le 4e trimestre 2007.
4. Notion employée par T. Sauvadet (2006) pour qualifier la jeunesse lorsqu'elle redouble de férocité.
5. Manifestations du 05 octobre 1988 pour dénoncer l'autoritarisme politique et l'austérité économique.

6. Durant le premier semestre de l'année 2008, plusieurs régions ont été le théâtre de violents affrontements : à Alger et Oran (relégation de l'équipe de foot locale en division inférieure) ; à Gdyl (suicide suspect d'un jeune et noyade de harraga) ; à Constantine (attribution injuste de logements sociaux) ; à Chlef (retard pris dans la construction de logements sociaux) ; à Sidi Aïssa (ras le bol d'une vie morose) ; à Berriane (revendication identitaire) ; à Tiaret (pénurie de l'eau potable) ; à Ouargla (jeunes sentis insultés par le Wali) ; à Hassi Messaoud et Tamanrasset (refus d'embauche pour la main-d'œuvre locale)...
7. Voir à ce propos l'article de M. Saadoune (2008).
8. Peu représentatif dans la population, le mouvement associatif se cherche encore selon Derras (2007).

### Bibliographie

- Birnbaum, P., 1995, *La fin du politique*, Paris: Livre de Poche Pluriel.
- Delarue, J. M., 1991, *Banlieues en difficultés : la relégation*, Paris: Syros.
- Derras, O., 2007, *Le mouvement associatif en Algérie*, Alger: Fondation Friedrich Ebert.
- Galland, O., 1993, « Jeunesse et exclusion », in Roman, J., *Ville, exclusion et citoyenneté*, Paris: Éditions Esprit.
- Liauzu, C., 1989, « Crises urbaines, crise de l'État, mouvements sociaux », in collectif, *L'État, ville et mouvements sociaux au Maghreb et au Moyen Orient*, Paris: l'Harmattan.
- Mouffok, G., 2001, « Lutttes des clans ou lutttes des classes », *Le Monde Diplomatique* de juillet.
- Mucchielli, L., 2004, « Regard sociologique sur l'évolution des délinquances juvéniles, leur genèse et leur prévention », *Comprendre*, n°5, pp. 199-220.
- Rosanvallon, P., 1992, *Le sacre du citoyen*, Paris: Gallimard.
- Saadoune, M., 2008, « L'intellectuel et l'émeutier », *Le Quotidien d'Oran* du 25 mai.
- Sauvadet, T., 2006, *Le capital guerrier. Concurrence et solidarité entre jeunes de cité*, Paris: Armand Colin.
- Toualbi-Thaalibi, N., 2008, « Le désenchantement du monde », *L'Expression* du 26 mai.
- Weber, M., 2002, *Le savant et le politique*, Paris: Collection 10/18 Bibliothèques N° 134.
- Zepf, M., 2004, *Concerter, gouverner et concevoir les espaces publics urbains*, Lausanne: Presses polytechniques et Universitaires Romandes.